Divorce—Loi

payées. Manifestement, les maris sont en mesure de payer. Le vieux mythe voulant qu'ils n'en aient pas les moyens n'est qu'une excuse commode, pour le moins injuste. En réalité, il découle d'études effectuées en Ontario que le montant moyen des pensions accordées au conjoint et aux enfants ne représente que 20 p. 100 du revenu net du chef de famille. Ce n'est pas beaucoup. Et pourtant, on ne fait rien pour garantir une plus grande justice. Nous savons que les pensions alimentaires accordées n'ont pas suivi la hausse du coût de la vie et que même lorsque les salaires ont augmenté—ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle—le montant des pensions n'a pas suivi.

[Français]

Les projets de loi C-46, C-47 et C-48 comprennent des modifications très importantes à la loi. Cependant, des lacunes demeurent. En conséquence, il y aura des cas d'extrême difficulté. Considérons la situation de la femme qui a été à plein temps à la maison avec la charge des enfants du couple. Dans ce cas la femme ne veut pas le divorce. Elle n'a pas de chance à cette époque de sa vie de se rendre économiquement indépendante. Elle est presque à l'âge de la retraite. Ces cas existent malheureusement. Si elle trouve un emploi sans expérience sur le marché du travail et peu rémunéré il est peu probable qu'il y aura une pension car il faut des années de contribution pour obtenir une pension.

Pis encore, un grand nombre de femmes travaillent pour les petites entreprises où il n'y a pas de pension du tout. Or, un défaut des projets de loi à l'étude actuellement est l'absence du partage automatique des pensions.

Il est vrai que la majorité des Canadiens et des Canadiennes travaillent pour les entreprises sous la juridiction provinciale. Or ce serait bien possible d'exiger le partage automatique des pensions sous la juridiction fédérale: la Fonction publique, les députés, les juges, les Forces armées, les banques, les sociétés aériennes, les sociétés d'assurances, environ 10 p. 100 de la main-d'œuvre. Cette division serait juste et un bon exemple pour les provinces d'adopter de telles mesures pour les situations sous leur juridiction.

On sait que la situation est difficile maintenant pour la majorité des femmes qui divorcent. Sans le droit à la moitié de la pension, la femme est pressée d'accepter moins. Si la charge d'enfants est contestée, elle peut être forcée de céder sa moitié de la pension pour l'accès à ses enfants. Les cas existent où la femme a dû négocier entre la maison conjugale et la pension, ou une pension alimentaire et la pension de retraite. Dans ces cas, en général, la femme choisit selon les circonstances immédiates, c'est-à-dire elle accepte d'être privée de sa moitié de la pension et elle sera pauvre à l'âge de la retraite. Ce n'est pas juste lorsqu'on se rend compte du fait de la contribution de la femme à charge d'enfants, à la famille, au mariage et au revenu de son mari. Il est évident que le mari n'aurait pu gagner son salaire et ses promotions et la pension sans la contribution de sa femme à la maison.

Il faut souligner d'ailleurs que la situation des femmes sur le plan financier après le divorce est en général triste.

Un an après les femmes, en moyenne, ont perdu 73 p. 100 de leur niveau de vie lorsque les maris ont gagné 42 p. 100. Cela c'est en vertu des conditions actuelles où les femmes ont plus de pouvoir de négociations.

Avec les modifications à la loi, une femme financièrement dépendante peut être divorcée contre sa volonté après un an de séparation. Elle n'aura plus les mêmes outils de négociations.

C'est la responsabilité du gouvernement de préparer un projet de loi à toute vitesse afin de combler cette lacune. La justice exige un partage automatique des bénéfices du mariage, y compris, et surtout la pension de retraite.

[Traduction]

Le gouvernement devrait agir rapidement pour établir un dispositif qui permettra de percevoir la pension alimentaire en collaboration avec les gouvernements des provinces. Nous avons accompli certains progrès en ce sens grâce aux modifications proposées à l'égard de la législation sur le divorce et la pension alimentaire. Toutefois, elles ne sont pas suffisantes. Dans le Code criminel, l'administration de la justice est du ressort provincial. Pourtant, une liste des criminels figure dans nos données statistiques insérées dans nos ordinateurs, car il importe qu'un criminel ne puisse passer d'une province à l'autre pour éluder ses responsabilités. Ces criminels peuvent avoir commis des délits anodins comme des vols à la tire ou à l'étalage. Pourtant, ceux qui ne versent pas la pension alimentaire n'y figurent pas. Il est regrettable, à mon avis, d'accorder une si haute priorité à des choses de ce genre et si peu d'importance aux besoins d'une famille. Nous savons que cela peut se faire. Le Manitoba a une excellente méthode. Le Québec a également établi un service de perception.

Le gouvernement devrait, comme le lui enjoignent de nombreuses associations féminines, établir un service complet pour la perception des pensions alimentaires de concert avec les gouvernements des provinces. Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ont chacun leur part de responsabilité. Toutefois, le gouvernement ne devrait pas négliger d'agir sous prétexte que c'est en partie une responsabilité provinciale. Il est vrai qu'il a pris des dispositions à certains égards. Nous sommes heureux de constater que des fonds fédéraux pourront être saisis et qu'un répertoire de noms pourra être dressé. Ces initiatives faciliteront la perception d'autres pensions alimentaires. Toutefois, ces mesures ne sont pas suffisantes. Nous avons besoin d'un dispositif automatique et d'un organisme quelconque. Le conjoint à charge ne devrait pas être tenu de retenir les services d'un avocat pour se présenter devant un tribunal et entamer toutes sortes de procédures compliquées et coûteuses. Nous savons qu'on peut établir un dispositif valable, car nous avons eu l'exemple d'initiatives couronnées de succès.

C'est avec des sentiments mitigés que j'appuie l'adoption de ce projet de loi. Il y a là des améliorations à la loi. On a simplifié la procédure en ce qui concerne les divorces non contestés. L'acceptation de l'échec du mariage comme cause de divorce s'y retrouve. Le projet de loi n'est pas aussi complet que nous le souhaiterions, mais il constitue un pas dans la bonne direction. C'est un pas vers l'élimination des relations hostiles dans le règlement de problèmes matrimoniaux. Nous croyons qu'il va favoriser la réconciliation des époux et de meilleures relations des conjoints avec leurs enfants et entre eux, car même après le divorce, les ex-époux doivent rester en communication dans l'intérêt des enfants.